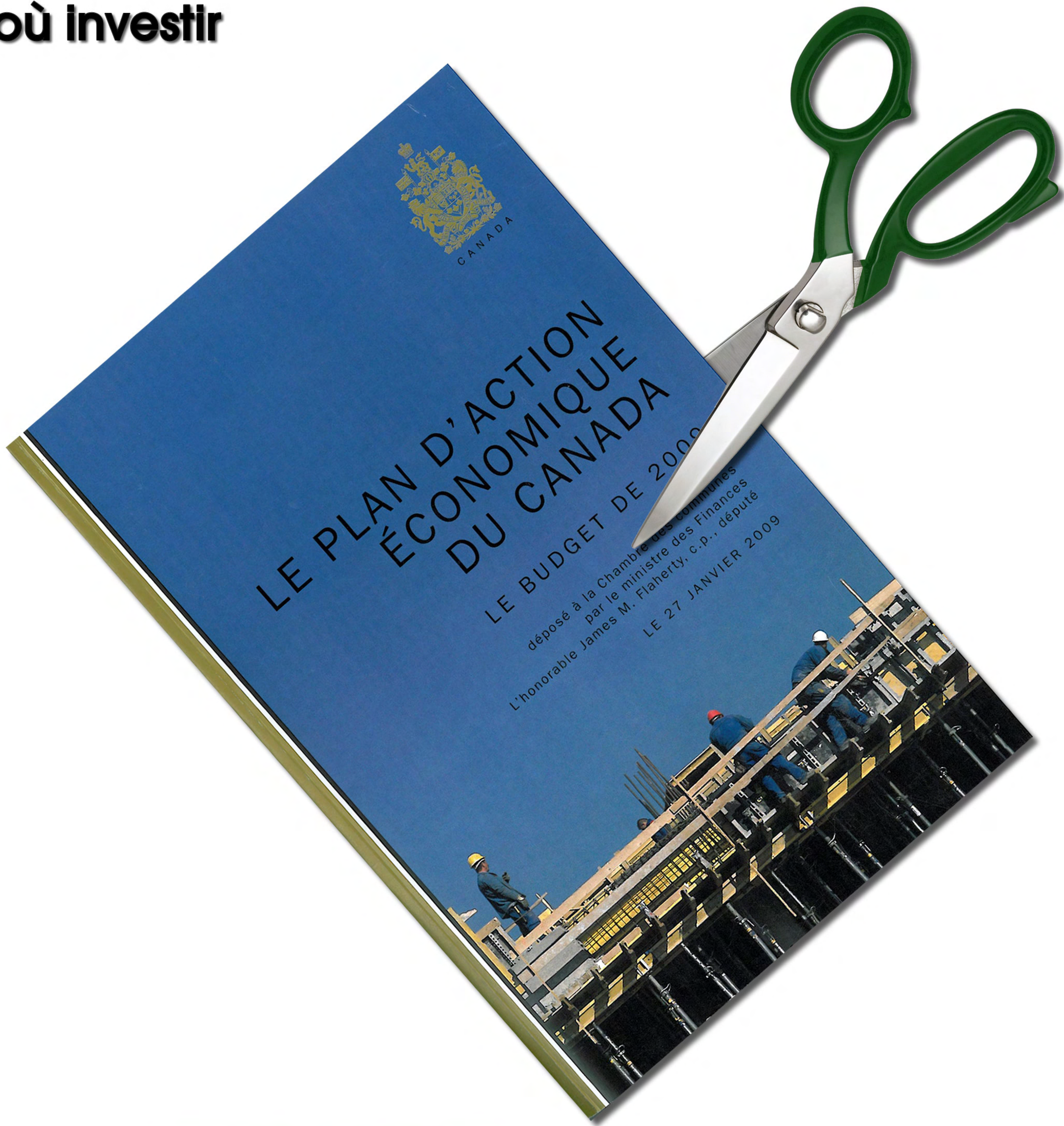


Coups de ciseaux verts

où couper
où investir



green
PARTY OF CANADA



PARTI
vert
DU CANADA

Cette soumission s'ajoute au budget de trois ans, entièrement chiffré, que nous avons préparé pour la campagne électorale de mai 2011. Les principaux éléments de notre politique fiscale verte demeurent néanmoins valides.

Nous souhaitons attirer l'attention sur certains éléments et présenter les plus pratiques sur le plan politique pour une éventuelle mise en œuvre par ce gouvernement. Étant donné les paramètres politiques imposés par l'approche du premier ministre Stephen Harper, nous savons d'ores et déjà qu'il est inutile d'insister pour, par exemple, instaurer une taxe sur le carbone. Les recommandations suivantes sont donc conçues pour répondre au climat économique actuel tout en étant facilement applicables en dépit du gouffre qui existe entre les objectifs politiques du Parti vert et ceux du Parti conservateur.

Mise à jour depuis 2011 :

L'économie canadienne stagne depuis l'année dernière. La croissance économique a ralenti et, bien que la récession soit officiellement terminée, les Canadiennes et les Canadiens sont toujours aussi inquiets par rapport à la reprise économique. Certains éléments de notre économie sont particulièrement inquiétants. Nous sommes toujours en retard en ce qui concerne l'innovation, la recherche et le développement. L'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis ne cesse de s'élargir. Les petites et moyennes entreprises ont du mal à s'en tirer et l'augmentation des cotisations à l'assurance-emploi leur a porté un nouveau coup dur. Le chômage chez les jeunes est un problème persistant et, avec un taux de 14 %, beaucoup trop élevé. Le secteur de la construction roule au ralenti et le milieu des affaires a besoin d'une injection pour assurer la survie d'entreprises pourtant viables. Dans l'ensemble, les Canadiennes et les Canadiens doivent se remettre au travail.

Ce n'est pas le moment de lancer un programme d'austérité qui menacerait encore plus la reprise économique. Cependant, il faut mettre un frein à la croissance des dépenses publiques engrangées par le gouvernement actuel. Les compressions budgétaires doivent servir uniquement à enrayer le gaspillage et non pas à réduire des services essentiels. Nous nous opposerons vigoureusement à toute compression touchant les sciences de l'environnement, les évaluations environnementales, les soins de santé et le soutien apporté aux étudiantes et aux étudiants postsecondaires.

Dans ce contexte, nous formulons les recommandations suivantes.

Pour augmenter les recettes publiques :

- 1) Augmenter le taux d'imposition des sociétés à 19 %, soit le même qu'en 2009.
Ce taux se compare favorablement à celui des autres pays membres de l'OCDE (+4,5 milliards \$)
- 2) Éliminer les paradis fiscaux et les échappatoires fiscales pour empêcher les plus riches de cacher des fonds à l'étranger (+1,2 milliard \$)
- 3) Instaurer un droit de succession sur les successions de plus de 5 millions de dollars (+1,5 milliard \$/année)

Sous-total – augmentation des recettes publiques : +7,2 milliards \$

Pour alléger le fardeau fiscal des entreprises, des travailleurs et des jeunes :

- 1) Éliminer l'augmentation des cotisations à l'assurance-emploi ainsi que les déductions (-600 millions \$)
- 2) Élargir l'accès aux prestations d'assurance-emploi jusqu'à la reprise du marché de l'emploi (-500 millions \$)
- 3) Créer un programme municipal d'emploi des jeunes jumelé à un crédit pour frais de scolarité et bonifier le programme de bourses d'études postsecondaires (-1,5 milliard \$)
- 4) Adopter une loi sur les petites entreprises (à l'instar de l'Union européenne) pour faire en sorte que chaque nouvelle loi prenne en compte l'importance de réduire le fardeau de la réglementation sur les petites et moyennes entreprises (aucun coût associé à cette mesure).

Sous-total – augmentation des dépenses publiques : -2,6 milliards \$

Coups de ciseaux verts :

Le Parti vert recommande que le gouvernement du Canada laisse intacts tous les budgets existants pour la santé, l'éducation, l'environnement et les anciens combattants.

Voici comment réduire les dépenses :

- 1) Respecter les engagements pris au sommet du G20 en éliminant les subventions versées à l'industrie des combustibles fossiles (-1,2 milliard \$)
- 2) Éliminer les subventions à la biotechnologie, au nucléaire et à l'amiante (+256 millions \$)
- 3) Annuler l'achat des F-35. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une économie totale, puisque l'Armée canadienne a besoin de nouveaux chasseurs, mais le Canada n'a pas besoin de chasseurs furtifs capables de décoller et d'atterrir sur un porte-avions. Le Canada n'a aucun porte-avions. Au lieu de cela, il faut lancer un processus d'appel compétitif pour la construction d'avions bimoteurs capables de mener des missions de recherche et sauvetage et de surveillance. Les F-35 coûtent 8,32 milliards \$, soit 128 millions \$ l'unité (DPB) x 65 unités. Nous pourrions réaliser une économie de 50 % avec un processus d'appel d'offres ouvert pour l'achat de chasseurs mieux adaptés à nos besoins (+4 milliards \$)
- 4) Ramener les dépenses publiques pour la publicité au niveau de 2005 (+90 millions \$)
- 5) Annuler le projet de construction d'un palais de cristal pour la Chambre des communes, dans l'édifice du Centre, estimé à 115 millions de dollars; il serait plus judicieux de convertir le Centre de conférences du gouvernement en Chambre des communes temporaire (une économie d'environ +100 millions \$)
- 6) Réduire le budget du Cabinet du Premier ministre de 50 % pour le ramener au niveau de celui du gouvernement Chrétien (+5 millions \$)
- 7) Annuler la création d'un poste de chef de la littérature financière et bonifier le budget de l'Association des consommateurs du Canada pour atteindre les objectifs du projet de loi C-28; étant donné que ce projet de loi n'est pas chiffré, les économies sont une estimation (+2 millions \$)
- 8) Annuler l'ajout de 30 nouveaux sièges à la Chambre des communes (+30 millions \$)
- 9) Investir dans l'achat d'équipement de télécommunication et de vidéoconférence sophistiqué pour tous les ministères fédéraux afin de réduire de 50 % les dépenses liées aux déplacements des fonctionnaires. Étant donné que les dépenses publiques liées aux transports et aux communications totalisent 3 milliards \$/année, il est réaliste d'espérer réaliser des économies annuelles substantielles (+500 millions \$)

10) Éliminer le financement octroyé aux projets de captage et stockage du CO2 prévus par le programme du Fonds pour l'énergie propre, pour une économie ponctuelle, et le remplacer par des objectifs de réduction des gaz à effet de serre pour l'industrie	(+450 millions \$)
11) Réduire le fardeau administratif du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et offrir un meilleur soutien aux collectivités des Premières Nations	(+450 millions \$)
Sous-total – économies procurées par les coups de ciseaux verts :	+6 633 millions \$
Investir pour relancer l'économie et dynamiser les collectivités :	
1) Financer et élargir le programme écoÉNERGIE Rénovation aux hôpitaux, aux écoles et aux universités	(+1 milliard \$);
2) Investir dans les énergies renouvelables et le transport en commun	(+1 milliard \$)
3) Investir dans l'éducation, le logement, l'eau potable et les soins de santé pour les Premières Nations	(1 milliard \$)
4) Établir un programme national de logement abordable	(+834 millions \$)
Sous-total – investissements pour relancer l'économie et dynamiser les collectivités :	-3 384 millions \$
Augmentation des recettes publiques :	+7 200 millions \$
Augmentation des dépenses publiques :	-2 600 millions \$
Économies procurées par les coups de ciseaux verts :	+6 633 millions \$
Investissements pour relancer l'économie et dynamiser les collectivités :	-3 834 millions \$
Total des changements aux recettes publiques :	+13 833 millions \$
Total des changements aux dépenses publiques :	-6 434 millions \$
Réduction du déficit :	7 399 millions \$

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

26 mars 2012

Coups de ciseaux verts : où couper et où investir

OTTAWA - Éliminer le gaspillage et renforcer l'économie doit être le principal objectif de prochain budget du gouvernement fédéral, dit le Parti vert du Canada. Les verts ont suggéré une liste d'amendements éventuels pour le budget du ministre des Finances Jim Flaherty.

« Tous les éléments que nous avons suggérés sont pratiques sur le plan politique et devraient être conformes aux objectifs politiques du Parti conservateur. Le ministre Flaherty a peut-être déjà inclus certains d'entre eux, mais nous voulions lui offrir nos idées dans un esprit de collaboration », a dit la chef des verts et députée de Saanich—Gulf Islands Elizabeth May.

Les verts recommandent d'augmenter les recettes fédérales en éliminant les échappatoires fiscales et les paradis fiscaux (une économie de 1,2 milliard \$), en augmentant l'impôt sur les successions de plus de 5 millions \$ (un apport de 1,5 milliard \$/année) et en ramenant le taux d'imposition des sociétés à 19 %, soit le même qu'en 2009, un taux qui se compare favorablement à celui des autres pays membres de l'OCDE (une économie de 4,5 milliards \$). « Les économies générées grâce à ces trois mesures axées essentiellement sur la portion la plus riche de notre population nous permettraient de remettre les Canadiennes et les Canadiens au travail et de réduire le déficit », a dit May.

L'allègement du fardeau fiscal des entreprises, des travailleurs et des jeunes est le meilleur moyen de relancer une économie stagnante. Les verts veulent annuler l'augmentation punitive des cotisations et des déductions à l'assurance-emploi et suggèrent d'investir plutôt dans des programmes d'emploi pour les jeunes. « Nous devrions concentrer nos efforts sur la stabilité des petites et moyennes entreprises, qui sont la pierre angulaire de notre économie », a dit May. « Elles ne devraient pas être paralysées par un fardeau réglementaire qui rend plus difficile d'offrir des emplois permanents et bien rémunérés. »

Les verts estiment que le moment est mal choisi pour lancer un programme d'austérité qui menacerait encore plus la reprise économique fragile. La croissance économique a ralenti et plusieurs petites entreprises ont du mal à s'en tirer. L'augmentation des cotisations à l'assurance-emploi a porté un coup dur à de nombreux secteurs. Le chômage chez les jeunes, qui atteint 14 %, est encore beaucoup trop élevé.

« Les compressions budgétaires doivent servir uniquement à enrayer le gaspillage et non pas à réduire des services essentiels. Nous nous opposerons vigoureusement à toute compression touchant les sciences de l'environnement, les évaluations environnementales, les soins de santé et le soutien apporté aux étudiantes et aux étudiants postsecondaires ainsi qu'aux anciens combattants. Nous croyons que cette position est conforme aux valeurs canadiennes », a ajouté May.

Il faudra donner quelques coups de ciseaux verts pour éliminer le gaspillage. Les verts veulent mettre un terme à l'extrême prodigalité de l'État en éliminant les subventions versées à l'industrie des combustibles fossiles, de la biotechnologie, du nucléaire et de l'amiante. « Les Canadiennes et les Canadiens ont de la difficulté à payer leurs factures et nous canalisons l'argent des contribuables vers des sociétés qui enregistrent des profits records. C'est un mauvais calcul », a déploré May.

« La clé est d'utiliser les ciseaux verts de façon stratégique », a ajouté May. « En coupant aux bons endroits, nous pourrions économiser 6 633 millions de dollars. »

Le gouvernement pourrait même se permettre une cure d'amaigrissement. L'élimination de la publicité gouvernementale pourrait nous faire économiser plus de 90 millions \$. L'annulation du projet de palais de cristal pour la Chambre des communes se traduirait par une économie de 100 millions \$. Le budget du Cabinet du Premier ministre pourrait être ramené au niveau de celui du gouvernement Chrétien pour une économie additionnelle de 5 millions \$. Inciter les fonctionnaires à tirer profit des technologies virtuelles au lieu de se déplacer pour assister aux réunions nous ferait économiser 500 millions \$. « De toute évidence, le gouvernement doit également se plier au régime de compressions », a dit May.

« Pour relancer l'économie et dynamiser les collectivités, il faut investir dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et le transport en commun. Il faut également accorder la priorité aux besoins urgents des Premières Nations. Enfin, la création d'un programme national de logement abordable est essentielle si nous voulons que toutes les Canadiennes et tous les Canadiens aient un logement adéquat », a dit May.

« En apportant des modifications stratégiques et équilibrées aux revenus et aux dépenses de l'État, nous pourrions produire un budget qui fonctionne pour les Canadiennes et les Canadiens et réduire le déficit. »

-30-

Renseignements :

Rebecca Harrison

media@partivert.ca

613-614-4916